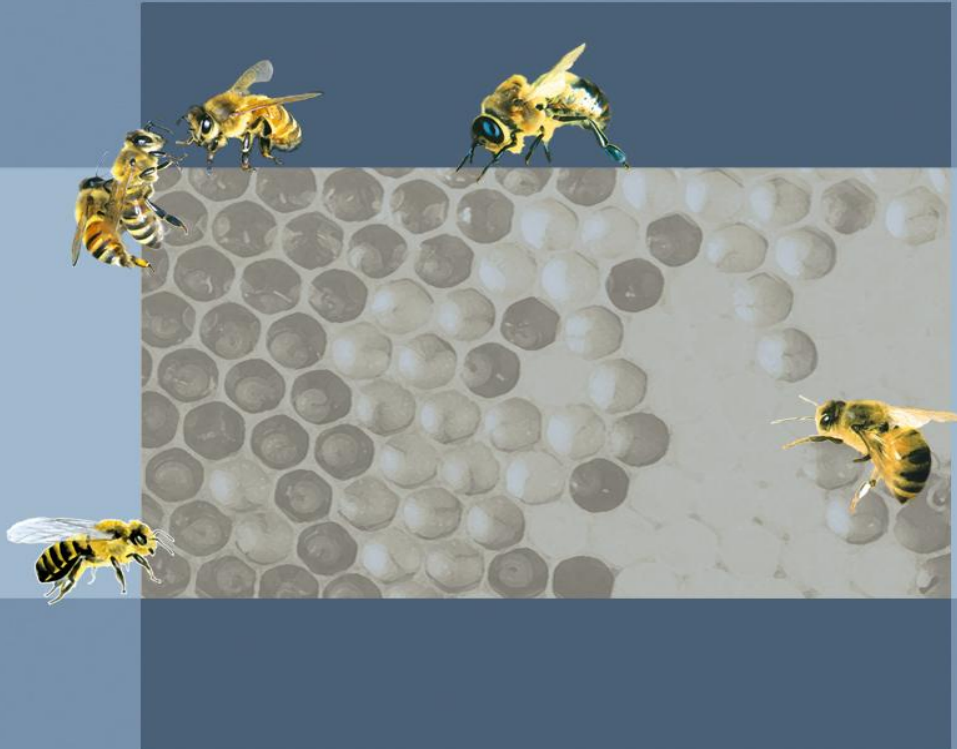




# AXES MANAGEMENT

COMMUNICATION ON PROGRESS 2009-2010



*« Le partage des valeurs, la recherche de la performance »*

Contact : Pierre-Eric VERRIER  
Email : [pe.verrier@axes-management.fr](mailto:pe.verrier@axes-management.fr)  
Adhésion : 7/10/2009



Déclaration du Président Directeur Général

# **« POURQUOI AVONS-NOUS ADHÉRÉ AU PACTE MONDIAL? »**

# Un ensemble d'actions conjuguées...

- La première question qui viendrait à l'esprit d'une personne qui ne connaîtrait pas encore le Pacte Mondial serait sans doute la suivante : une PME, comme AXES MANAGEMENT, peut-elle contribuer à faire progresser, dans sa zone d'influence, les principes fondamentaux du Pacte Mondial ? L'action d'une PME trouve-t-elle sa justification aux côtés des stratégies des grands groupes dans le domaine ?
- Par notre adhésion au Pacte Mondial, le 28 septembre 2009, nous avons répondu par l'affirmative à cette question. Nous sommes, en effet, persuadés que nous ne pouvons agir seuls pour le progrès de la bonne gouvernance et le développement de la responsabilité sociale. C'est l'action conjuguée de l'ensemble de la communauté économique mondiale qui doit permettre de faire émerger une nouvelle conception dans l'univers des affaires. Un vieux dicton français traduit cette exigence : « *les petits ruisseaux forment les grandes rivières* ». La crise économique récente confirme cette nécessité et l'urgence d'une action concertée.
- Soucieux du réalisme de notre action, nous avons choisi une action pas à pas, vérifiable, mesurable et impliquant des résultats tangibles sur notre politique de développement, sur nos partenaires commerciaux et sur nos clients. Pour cette raison, nous avons privilégié depuis 2009 deux des principes du Pacte Mondial : la lutte contre la corruption et le respect de l'environnement. Le premier axe s'inscrit pleinement dans notre culture et dans nos missions de consultant et de formateur auprès des administrations publiques françaises et étrangères pour la promotion des pratiques de bonne gouvernance. Le second axe s'inscrit également dans les actions que nous menons, en tant que consultant et formateur dans l'espace public, et dans notre politique et nos modes de fonctionnement internes comme une modeste mais décisive contribution à la lutte pour le développement durable et l'achat éco-responsable.
- Le présent COP décrit les voies de développement que nous avons suivies depuis un an, nos actions et nos résultats, ancrés dans les convictions qui ont fondées notre entreprise, il y a plus de 20 ans. Ces actions seront poursuivies, et s'y ajouteront d'autres actions en faveur des autres principes du Pacte Mondial pour les années qui viennent.

# La confirmation de notre engagement...

- Ce premier COP est un rendez-vous essentiel pour notre entreprise : rendez-vous avec les membres de notre équipe, avec nos partenaires et nos clients **pour réaffirmer notre engagement de contribuer avec nos moyens et à notre place à la mise en œuvre des 10 principes fondateurs du Pacte Mondial**, pour convaincre nos interlocuteurs de conjuguer nos forces pour une plus grande responsabilité sociale des entreprises.
- Naturellement, aucun résultat n'aurait pu être obtenu sans la conviction profonde de chacun des membres de notre équipe et l'adhésion active de chacun de nos partenaires à nos résolutions. Qu'ils en soient ici vivement remerciés.

Pierre-Eric VERRIER

Président Directeur général





Nos activités, notre politique, nos interventions

# **AXES MANAGEMENT<sup>®</sup>, EXPERT DU SECTEUR PUBLIC**

# NOTRE ÉQUIPE

Notre équipe est constituée d'une trentaine de collaborateurs permanents et d'une cinquantaine d'experts associés. Cette équipe partage les valeurs fondamentales d'éthique, de rigueur et de professionnalisme reposant sur :

- Le partage des fondements de l'intérêt général et de l'action publique,
- La permanence des consultants-formateurs sans cesse mobilisés sur les métiers et les bonnes pratiques de leur domaine d'expertise,
- Des méthodes pédagogiques au plus haut niveau des standards de la profession,
- Un fort investissement en recherche et développement sur chacun des thèmes traités,
- Une totale indépendance financière et le respect d'une déontologie sans faille,
- Une équipe administrative et logistique mobilisée sur la qualité et la rigueur de nos procédures.

# NOS INTERVENTIONS

Créé en 1988, AXES MANAGEMENT est un expert reconnu du management public et de la modernisation des services publics en France et à l'étranger. Nous réalisons plusieurs types de missions :

Des **MISSIONS DE CONSEIL** parmi lesquelles :

- des missions d'audit,
- des conseils en gestion et en organisation,
- l'accompagnement au changement institutionnel,
- l'évaluation de politiques publiques,
- le renforcement des capacités.

Des **ACTIONS DE FORMATION**, parmi lesquelles :

- des sessions « intra » réalisées sur site, pour les besoins d'une organisation,
- des sessions « inter », réunissant des cadres provenant d'horizon professionnel divers,
- des colloques et des journées d'études sur les thèmes innovants du management public.

Des **PROGRAMMES DE RECHERCHE**, en liaison avec des Universités et des organismes publics de recherche et d'études.

# NOS ACTIVITÉS EN QUELQUES CHIFFRES...

AXES MANAGEMENT, depuis sa création...

6140 stages de formation « inter »,  
4765 stages de formation « intra » sur site,  
6200 stagiaires chaque année,  
852 missions d'étude, de conseil et d'accompagnement.

## **Quelques-uns de nos clients...**

*Cour des Comptes, Inspections générales des Affaires sociales, Assemblée nationale, Sénat, Commission européenne, Banque mondiale, République algérienne, République du Cameroun, Ecole nationale d'administration, Service du Premier Ministre, Ministère de la Justice, Ministère du Travail, Ministère de l'Education nationale, Ministère de l'Economie et des Finances, Ministère de l'Ecologie et du Développement durable, Etablissements publics nationaux (Château de Versailles, Musée du Louvre, CNRS, INRIA, INRA, Météo-France,...), Ville de Paris, Ville de Marseille, Ville de Lille, Conseils généraux et Conseils régionaux, Hôpitaux (AP-HP, HCL, divers CHU,...), entreprises privées ( Air liquide, Abott, Ansell, ATOS, DCNS, EDF, Eco-emballages, Elior, JC Decaux, SNCF, SODEXHO, UGAP, Vivendi,...)*



# NOTRE POLITIQUE D'INTERVENTION...

## **ÉCOUTER, COMPRENDRE, PARTAGER...**

Nous inscrivons nos interventions dans un cadre déontologique affirmé : nous capitalisons une expérience exceptionnelle et sans cesse renouvelée, alimentée par une veille scientifique sur les évolutions mondiales de l'action publique. C'est le fruit de cette expérience que nous nous attachons à partager avec nos interlocuteurs français et étrangers.

## **SOUTENIR LES VALEURS, RENFORCER LES CAPACITÉS...**

La pluralité de nos expertises dans le champ de l'action publique, l'aptitude de notre équipe au dialogue multiculturel et disciplinaire, reposent sur la complémentarité de nos modes d'intervention : diagnostic, ingénierie pédagogique, formation, conseil et assistance technique, accompagnement à la mise en œuvre des réformes institutionnelles.

Cette complémentarité nous permet de conduire d'importantes missions pour le compte d'Etats, d'institutions françaises, d'institutions bi-latérales et multi-latérales impliquées dans l'aide publique au développement :

- Appui à la Gouvernance et à la réforme institutionnelle,
- Renforcement des fonctions de management,
- Mise en œuvre des processus de décentralisation,
- Contrôle et qualité de la dépense publique,
- Prévention de la corruption et formations des acheteurs publics,
- Elaboration de guide d'audit pour les Corps de contrôle,
- Contrôle interne et analyse de risques.

# NOTRE POLITIQUE D'INTERVENTION...

Notre politique repose très largement sur des exigences d'accompagnement et de transferts d'expertise durables :

- Recommandations à fort impact opérationnel,
- Appropriation des méthodes par les bénéficiaires,
- Mise en œuvre de solutions adaptées et durables,
- Renforcement des capacités et des expertises.

## **ACCOMPAGNER LA PERFORMANCE PUBLIQUE...**

La prise en compte des spécificités du secteur public constitue pour nous un enjeu essentiel. Nous consacrons en priorité notre effort de recherche à l'évaluation permanente des forces et des faiblesses des projets de modernisation de l'Etat en France et à l'étranger. Cette expertise nous permet aujourd'hui de proposer des démarches à la fois innovantes et réalistes, visant à l'optimisation des ressources publiques et de l'aide extérieure.

Nos valeurs, notre professionnalisme, notre conception de l'assistance au développement, fondés sur une expérience multisectorielle et multiculturelle, nous ont permis de devenir un partenaire privilégié des Corps de contrôle nationaux, des grandes institutions internationales de coopération et d'aide au développement, notamment la Commission européenne, la Banque mondiale, les banques régionales de développement et les agences de coopération bilatérales.



Nos actions en faveur de la bonne gouvernance

# **PRINCIPE 10 - ANTI-CORRUPTION**

# NOS ACTIONS SUR LE PRINCIPE 10

AXES MANAGEMENT a travaillé depuis son origine pour la mise en œuvre des principes de bonne gouvernance dans le champ de l'action publique. Nos interventions dans le domaine de la réforme budgétaire, de la qualité de la dépense publique, de l'achat et des marchés publics comportent un fort impact opérationnel pour la lutte anti-corruption et plus largement pour le respect des bonnes pratiques. Nos missions de conseil et de formation sont l'occasion, en France et à l'étranger, de fournir aux cadres du secteur public les outils, les méthodes et de partager avec eux les valeurs de la bonne gouvernance.

A cet effet, au cours des années 2009 et 2010, nous avons réalisé un certain nombre d'actions significatives dans ce domaine. Ce sont ces actions de conseil, de formation et de promotion des valeurs et des pratiques de bonne gouvernance, qui sont présentées ci-dessous :

# NOS ACTIONS SUR LE PRINCIPE 10

AXES MANAGEMENT a entrepris, durant la période référence, cinq actions précises et d'ampleur au soutien des principes et des pratiques permettant de favoriser les bonnes pratiques dans le domaine de l'action publique. Chacune d'elle est décrite dans la suite de ce COP.

Actions	Organisations	Thématiques et axes de mission
1	ONMP (Tunisie)	Conception et mise en œuvre d'une offre de formation durable à l'achat public pour les cadres de l'administration d'Etat (cycle certifiant)
2	Ministère des Finances (Algérie)	Conception et mise en œuvre d'une offre de formation durable à l'achat public pour les cadres de l'administration d'Etat (cycle certifiant)
3	ENA CISAP France	Cycle international sur les bonnes pratiques d'achat et la responsabilité pénale en matière de marchés
4	Africities Marrakech (Maroc)	Sommet des collectivités territoriales d'Afrique
5	Stages inter-administrations (France)	Thème : « Le risque pénal dans les marchés publics »

# NOS ACTIONS SUR LE PRINCIPE 10

**Action n°1** : cette action s'inscrit dans le cadre d'un appel d'offres international organisé par le bureau du Premier du Ministre de la République tunisienne (Observatoire national des marchés publics – ONMP) sur financement de la Banque mondiale.

**Référence** : Republic of Tunisia. Prime Minister's Office, National Public Procurement Observatory (ONMP)  
« Modernization and management of public procurements in Tunisia. Training of the Tunisian public procurement trainers and setting up of a training module in public procurement for the public officials responsible for procurement - TF055751 – WB2165-705/07 »

**Objet** : Il s'agissait de bâtir une offre de formation durable à destination des acteurs de la commande publique de l'administration tunisienne afin de professionnaliser les pratiques et de promouvoir les principes de la commande publique : transparence des procédures, libre accès à la commande publique et égalité de traitement des candidats aux marchés publics. Le cycle de formation, construit sur la base de 8 modules de 5 jours chacun, a réuni quarante cadres de l'administration centrale tunisienne ainsi que des membres des Corps de contrôle sélectionnés en fonction de leur expérience, de leur potentiel pédagogique et de leur motivation à promouvoir les bonnes pratiques dans la sphère de l'achat public. Le cycle de formation s'est achevé par une procédure de certification et d'attestation des participants aux fonctions de formateurs dans le champ de la commande publique, de la responsabilité pénale des acheteurs et de la mise en oeuvre des principes de transparence et d'égalité dans les marchés publics.

# NOS ACTIONS SUR LE PRINCIPE 10

**Action n°2** : fort de l'expérience tirée de l'action n°1, AXES MANAGEMENT a répondu à un autre appel d'offre international organisé le Ministère des Finances algérien sur financement de la Banque Mondiale (Don FDI n° TF057161).

**Référence** : Conception d'un programme durable de formation dans le domaine des passations des marchés publics.

**Objet** : L'amélioration de la transparence et de l'efficacité des systèmes de passation et de gestion des marchés publics en Algérie nécessitait le renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs de la commande publique. Cet objectif supposait la conception et la mise en œuvre d'un programme durable de formation dans le domaine de la passation des marchés publics afin de fédérer les pratiques, améliorer les expertises et favoriser le partage des valeurs et des principes de transparence. Les pays de l'UMA ont en effet, depuis le début des années 2000, inscrit parmi leurs priorités, la modernisation de la gestion des marchés publics et la formation à grande échelle des praticiens de l'achat public.

Dans ce cadre, le gouvernement algérien a reçu le soutien de la Banque Mondiale pour financer un ambitieux programme de professionnalisation des cadres de l'administration impliqués dans la préparation, la passation, la gestion et le contrôle des marchés publics.

Dans un premier temps, un cycle de formation de formateurs d'une durée de huit semaines a été organisé à Alger, afin de disposer d'une équipe spécialisée capable de mettre un œuvre le plan national de formation des acheteurs publics selon des standards professionnels élevés.

Dans un second temps, il s'agissait d'identifier les besoins en formation des cadres de l'administration afin de structurer l'offre nationale de formation. Conformément aux termes de référence, cette formation à grande échelle a pour ambition de développer les capacités des personnels chargés de passer et d'exécuter les marchés publics selon une gestion axée sur la bonne utilisation des fonds publics dans le respect des principes de transparence et de liberté d'accès à la commande publique. Les personnels ainsi formés seront mieux à même de gérer efficacement la commande publique.

# NOS ACTIONS SUR LE PRINCIPE 10

**Action n°3** : Organisée par l'Ecole nationale d'administration française (ENA), dans le cadre de son programme international CISAP, cette action annuelle a réuni 25 cadres des administrations de pays émergents et de pays en voie de développement autour de la problématique de la transparence de l'action publique et de la qualité de la dépense publique.

**Référence** : Bilan des expériences internationales en matière de commande publique.

**Objet** : Cette action se déroule chaque année à l'initiative de l'ENA (France) et permet de réunir des acteurs de la dépense publique et de la commande publique de premier plan : Inspections générales, Cours des comptes, magistrats, directeurs d'administration centrales en charge de la gestion de la commande publique. Ce cycle a pour ambition d'échanger les expériences européennes avec les expériences des autres systèmes : Afrique, Amérique du Sud, Europe de l'Est notamment. Il s'agit principalement de dresser un bilan des forces et des faiblesses des différentes réglementations, des difficultés liées à leur mise en œuvre respective dans une perspective multiculturelle.

Le cycle du CISAP a été clôturé par une journée-conférence et des tables rondes réunissant des experts du domaine sur le thème : « **Quelle réglementation pour lutter efficacement contre la corruption ?** ». Ont participé en tant qu'experts à cette journée le Sous-Directeur de la commande publique du Ministère de l'Economie et des Finances français, un magistrat du Service central de prévention de la corruption du Ministère de la Justice français, la Directrice des Affaires internationales du MEDEF et Pierre-Eric VERRIER pour AXES MANAGEMENT.



# NOS ACTIONS SUR LE PRINCIPE 10

**Action n°4** : Le sommet Africities réunit tous les 4 ans les responsables politiques, les élus territoriaux, les administrateurs et cadres des administrations locales africaines ainsi que les experts internationaux du domaine.

**Référence** : Séances plénières et ateliers organisés sur le champ de la gestion locale et notamment sur l'amélioration des pratiques de bonne gouvernance.

**Objet** : AXES MANAGEMENT a souhaité participer à cet événement exceptionnel organisé cette année du 15 au 18 décembre 2009 à Marrakech (Maroc) ainsi qu'au salon Citexpo qui lui est directement lié. Les deux événements réunissant plusieurs centaines de responsables sont l'occasion de nombreux échanges multiculturels sur les thèmes de la décentralisation, du financement de l'action publique, de la répartition des ressources locales. Naturellement, le thème de la transparence, de la qualité de la dépense publique et de la lutte contre les pratiques corruptives trouvent pleinement leur place dans le cadre des nombreux débats organisés à cette occasion.

Deux Directeurs associés d'AXES MANAGEMENT, ainsi qu'une assistante de la Direction du Développement international, ont participé à l'ensemble de l'événement. Nous avons souhaité, à cette occasion, assurer une large communication autour Pacte Mondial et de ses principes. Après autorisation obtenu de l'utilisation du logo Pacte Mondial, nous avons pu communiquer sur l'espace de notre société : brochures d'information, plaquettes, visuel numérique, participation aux ateliers, streamer,...



**Corinne LABBOUZ**, Directeur général AXES MANAGEMENT avec une délégation des villes d'Afrique

# NOS ACTIONS SUR LE PRINCIPE 10

**Action n°5** : Les séminaires inter-administrations relatifs au « *Risque pénal et marchés publics* ».

**Référence** : Brochure des stages 2010, [www.axes-management.fr](http://www.axes-management.fr)

**Objet** : AXES MANAGEMENT a développé, à l'origine en collaboration avec la sous-direction des affaires économiques et financières du Ministère de la Justice français, un stage de formation relatif à la responsabilité pénale dans les marchés publics.

Ce thème de formation, destiné aux cadres de la fonction publique française, dresse un panorama complet de la lutte contre les pratiques corruptives dans le champ des marchés publics et des atteintes au devoir de probité. Les délits essentiels, sanctionnés par le Code pénal y sont présentés à l'aide de nombreux exemples et présentation de cas pratiques : délit de favoritisme, délit de corruption, de recel d'abus de biens sociaux, de prise illégale d'intérêt et de faux en écriture publique. Ce stage est l'occasion de réfléchir à la prévention des risques pénaux et à la mise en place de procédures de contrôle interne afin de détecter et de prévenir les risques.

# NOS INDICATEURS SUR LE PRINCIPE 10

Nous suivons avec attention les actions que nous menons au titre du principe n°10 Pacte Mondial dans notre sphère d'influence et de compétences. Ce suivi se traduit, pour l'heure, par deux indicateurs de suivi marchand de nos actions :

- 1- Nombre de stagiaires et de participants ayant participé aux actions s'inscrivant dans le principe n°10
- 2- Part du chiffre d'affaires réalisé dans notre chiffre d'affaires global au titre de la diffusion du principe n°10

Ces deux indicateurs de suivi donnent les informations suivantes pour la période de référence du présent COP :

Indicateurs	Données
Indicateur n°1	179
Indicateur n°2	8%

Notre ambition pour la nouvelle période qui s'ouvre à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010 est d'augmenter naturellement ces chiffres. Une augmentation en volume de l'ordre de 5% sur la période nous paraît compatible avec le développement de nos zones d'influence tant en France que sur les marchés internationaux.



Nos actions en faveur du développement durable

## **PRINCIPE 8 - LA RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE**

# NOS ACTIONS SUR LE PRINCIPLE 8

La mise en œuvre du principe n°8 du Pacte Mondial relatif à la responsabilité environnementale revêt deux aspects distincts mais complémentaires pour notre entreprise. Il s'agit tout d'abord, des actions externes que nous menons sur nos marchés de compétences auprès de nos clients français et étrangers. Il s'agit ensuite de nos actions sur notre propre fonctionnement interne. Les informations ci-dessous illustrent et explicitent ces deux types d'actions.

## Champ n°1 – les actions à destination de nos clients

Nous avons créé 4 thèmes de stages à destination des responsables publics en charge du développement de la responsabilité environnementale dans les administrations centrales et les collectivités locales. Ces thèmes sont les suivants :

Actions	Publics-cibles	Thématiques et axes de progrès
1	Cadres de la fonction publique	« Développement durable : des ambitions à la pratique »
2	Cadres de la fonction publique	« Réaliser un achat public éco-responsable »
3	Cadres de la fonction publique	« Les clauses éco-responsables dans les marchés publics »
4	Cadres de la fonction publique	« Le développement durable dans les constructions publiques »

# NOS ACTIONS SUR LE PRINCIPE 8

## Champ n°1 – les actions à destination de nos clients (suite)

### **Action n°1 – « Développement durable : des ambitions à la pratique » (session de 2 jours)**

Objectifs : Comprendre l'articulation entre le concept de développement durable et sa déclinaison pratique au niveau local. Concevoir un Agenda 21. Mettre en œuvre des outils opérationnels de mesure, d'évaluation et de pilotage du développement durable.

### **Action n°2 – « Réaliser un achat public éco-responsable » (session de 2 jours)**

Objectifs : Identifier les enjeux et connaître le rôle des acteurs de l'achat éco-responsable et intégrer les préoccupations de développement durable lors de la passation et de l'exécution des marchés publics.

### **Action n°3 – « Les clauses éco-responsables dans les marchés publics » (session de 2 jours)**

Objectifs : Savoir traduire ses objectifs environnementaux dans les clauses contractuelles d'un marché public. Identifier les marges de manœuvre et les contraintes de la réglementation en matière d'éco-responsabilité.

### **Action n°4 – « Le développement durable dans les constructions publiques » (session de 2 jours)**

Objectifs : Connaître les enjeux du développement durable dans le secteur de la construction publique. Identifier le rôle des acteurs de l'achat de travaux en développement durable. Intégrer ces préoccupations dans les marchés relatifs à la construction publique et aux grands équipements, de la conception des projets à leur réalisation.

# NOS ACTIONS SUR LE PRINCIPE 8

## Champ n°2 – les actions sur notre fonctionnement interne

AXES MANAGEMENT devait s'engager résolument dans une démarche éco-responsable quant à son propre fonctionnement interne. Cette préoccupation s'est traduite de manière concrète par une attention particulière portée aux consommations de papier, à leur transport, à la recherche de solutions documentaires au bilan écologique favorable.

Actions	Axes de progrès	Résultats attendus
1	Economie de papier interne	Réduction des consommations internes
2	Substitution documentation numérique	Remplacement des supports papier par des supports numériques
3	Modification des supports de communication	Promotion du site internet de l'entreprise

# NOS ACTIONS SUR LE PRINCIPE 8

## Champ n°2 – les actions sur notre fonctionnement interne (suite)

### ***Action n°1 : Réduction des consommations internes de papier***

On le sait, les métiers du conseil et de la formation sont largement exposés au risque de surconsommation de papier, et de photocopies, héritage de mauvaises habitudes et de pratiques erronnées. Nous avons entrepris, autour d'un projet collectif et largement partagé par notre équipe, de modifier ces mauvaises habitudes : utilisation systématique du recto-verso, réduction du nombre d'exemplaires, dématérialisation de nos procédures internes par l'utilisation plus radicale des systèmes de messagerie intranet.

Cette action nous a permis d'économiser 15% de notre consommation habituelle sur nos documents internes.

### ***Action n°2 : Remplacement des supports pédagogiques papier par des supports numériques***

Traditionnellement, la documentation pédagogique que nous mettons à disposition de nos stagiaires dans les séminaires que nous organisons est constituée de dossiers de reprographie papier. C'est plus d'un million de photocopies que nous réalisons de notre propres supports pédagogiques chaque année. Outre le papier lui-même, c'est également le transport de cette masse imposante qui est en jeu sur la France entière et l'étranger.

Nous avons opté pour le remplacement progressif de nos dossiers remis en supports papier par la réalisation de CD-Rom documentaires.

Cette action nous a permis d'économiser 20% de notre consommation habituelle sur les dossiers pédagogiques, soit près de 1000 ramettes de papier.



# NOS ACTIONS SUR LE PRINCIPE 8

## Champ n°2 – les actions sur notre fonctionnement interne (suite)

### ***Action n°3 : Modification des supports de communication***

Notre communication externe passe par la diffusion, à grande échelle, de brochures et plaquette de présentation de nos activités. Ce sont plus de 40 000 brochures qui sont diffusées chaque année auprès des responsables et cadres du secteur public en France et à l'étranger.

Nous avons décidé de remplacer largement le support de communication papier par le renforcement et la modernisation de notre site internet, vecteur désormais essentiel de notre communication.

Cette action nous a permis d'économiser cette année 18 tonnes de papier d'impression et les coûts environnementaux de leur transport en France et à l'étranger. Nous avons largement rencontré l'adhésion de nos clients et de nos prospects à qui nous avons donné les chiffres de leur propre comportement de consultation internet de nos activités.

# NOS ACTIONS SUR LE PRINCIPE 8

## Champ n°2 – les actions sur notre fonctionnement interne (suite)

### **Ensemble des actions: normes et éco-labels**

Afin de suivre la traçabilité de notre politique documentaire sur l'ensemble de notre *Supply Chain*, nous exigeons désormais un marquage éco-responsable sur les papiers que nous achetons ou que nos prestataires achètent pour notre compte (imprimerie). Nous avons exigé 3 labels, à cet effet, sur la période de référence :



La marque Imprim'vert a pour vocation de réduire les impacts environnementaux liés aux activités de l'imprimerie.

Elle accompagne les imprimeurs dans leur démarche environnementale. Un engagement de résultat est garanti par un cahier des charges national unique et par un règlement d'usage de la marque.



La marque de gestion  
forestière responsable  
FCBA-COC-000048  
© 1996 FSC

FSC (Forest Stewardship Council) est une organisation non-gouvernementale, à but non lucratif et indépendante, qui a été créée pour promouvoir à travers le monde un mode de gestion responsable et durable des forêts. FSC est un système de certification qui propose des standards, un système d'accréditation et un logo, reconnus par les entreprises et organisations qui souhaitent s'engager dans la voie du développement durable des forêts. Le label FSC assure un lien crédible entre une production et une consommation responsable des produits issus de la forêt, et permet de faire un choix éclairé vers des produits issus d'une gestion écologiquement appropriée, socialement bénéfique et économiquement viable.



Principale certification forestière à travers le monde, PEFC s'efforce de promouvoir, partout, des pratiques forestières compatibles avec la protection des ressources forestières et le bien-être économique et social des populations concernées.

# NOS INDICATEURS SUR LE PRINCIPE 8

Nous suivons avec attention les actions que nous menons au titre du principe n°8 du Pacte Mondial sur les 2 types d'actions décrites ci-dessus. Cela se traduit, pour l'heure, par quatre indicateurs de suivi de nos actions.

## **Champ n°1 - Actions à destination de nos clients :**

- 1- Nombre de stagiaires et de participants ayant participé aux actions s'inscrivant dans le principe n°8
- 2- Part du chiffre d'affaires réalisé dans notre chiffre d'affaires global au titre de la diffusion du principe n°8

## **Champ n°2 – Actions sur notre fonctionnement interne :**

- 3- Part des papiers faisant l'objet d'un éco-label quant à leur mode de production et à la gestion responsable des ressources forestières sur le total des papiers utilisés par notre entreprise
- 4- Consommation moyenne de ramettes de papier par collaborateur de l'entreprise durant l'année d'exercice (1<sup>er</sup> sept./30 août)

Indicateurs	Données
Indicateur n°1	62
Indicateur n°2	2,5 %
Indicateur n°3	92%
Indicateur n°4	16/personne

Notre ambition pour la nouvelle période qui s'ouvre à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010 est d'augmenter le taux de substitution papier/support numérique de l'ordre de 20% et de renforcer notre présence sur les formations relatives au développement durable dans les marchés et achats publics.



Les autres principes du Pacte Mondial

# **NOS AMBITIONS POUR LA PÉRIODE A VENIR**

# LE RENFORCEMENT DE NOS ACTIONS

Pour AXES MANAGEMENT, ce premier COP constitue la première marche d'une politique plus ambitieuse pour la promotion des autres principes du Pacte Mondial. Acteur reconnu de la modernisation des administrations publiques en France et à l'étranger, notre zone d'influence nous conduit à promouvoir les principes et les outils de la bonne gouvernance. Dans cette perspective, nous ne pouvons pas ne pas adhérer pleinement aux principes même du Pacte Mondial dans lesquels se reconnaissent les membres de notre équipe et l'ensemble de la communauté des décideurs qui déterminent l'action publique.

Les valeurs de l'intérêt général, celles du service public, la régulation concertée des activités humaines et industrielles que nous avons en partage avec les administrations et les Corps de contrôle soutiennent naturellement notre ambition. Nos modes d'intervention, par essence ouverts à un large public de décideurs, nous donnent les moyens de l'efficacité et contribuent à l'impact opérationnel de nos interventions sur trois segments essentiels :

- 1- Les études et le conseil,
- 2- La formation et le renforcement des capacités,
- 3- La recherche et les échanges universitaires.

Nous avons choisi dans notre charte de communication le symbole de l'abeille. Il y a un sens profond et réfléchi à ce choix : la fertilisation croisée des grands centres de l'action publique à laquelle, modestement et à hauteur de nos ressources, nous souhaitons contribuer.

